**Droit international du commerce**

**Proposition de cours**

**Par Alan Hervé**

**Professeur à l’IEP de Rennes**

Plan de cours

Introduction

* Caractéristiques générales du droit international du commerce
* Histoire du développement des règles du droit international du commerce : des traités de paix et d’amitiés aux accords de l’OMC

Première Partie : Un système commercial multilatéral en voie d’implosion ?

**Chapitre 1** : L’Organisation mondial du commerce (OMC)

Section 1 : La Charte constitutive de l’OMC

Section 2 : La structure institutionnelle et le fonctionnement de l’OMC

Section 3 : Une organisation quasi-universelle

Section 4 : Les principales fonctions de l’OMC : un forum permanent de négociation et de règlement des différends

**Chapitre 2** : La gouvernance du commerce international par un corps de règles unifiées

Section 1 : La clause de la nation la plus favorisée (CNPF) et le traitement national (TN) : principes cardinaux du GATT/OMC

§1. Présentation des principes

§2. Les différentes exceptions et tempéraments

Section 2 : les accords de l’OMC

§ 1. Le GATT de 1994 et les principaux accords y annexés

§2. L’Accord général sur le commerce des services (AGCS)

§3. L’Accord sur les droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC)

§4. L’Accord sur les marchés publics (AMP) révisé

Section 3 : Le mécanisme de règlement des différends

§1. Une procédure interétatique

§2. Une procédure conjuguant le droit et la diplomatie

§2. Une procédure sophistiquée destinée à garantir la mise en conformité

Section 4 : Les effets internes limités du droit de l’OMC (exemple de l’Union européenne)

§1. L’absence d’effet direct des règles de l’OMC

§2. Les tempéraments à l’absence d’effet direct

**Chapitre 3** : La crise de l’OMC

Section 1 : Une diplomatie commerciale multilatérale en panne

Section 2 : L’affaiblissement du système de règlement des différends

Section 3 : Une organisation prisonnière des tensions sécuritaires et géopolitiques

Section 4 : Adapter l’OMC aux nouvelles réalités du commerce international ?

Deuxième Partie : La multiplication des accords commerciaux bilatéraux

**Chapitre 1** : La nouvelle vague des accords commerciaux bilatéraux

**Chapitre 2** : La diversité des ACR

Section 1 : Un champ d’application à géométrie variable

Section 2 : Concurrence et rivalité entre les modèles conventionnels

**Chapitre 3** : L’approche européenne du libre-échange

Section 1 : Une politique conventionnelle de l’UE ancienne et dynamique

Section 2 : Caractéristiques du modèle conventionnel libre-échangiste de l’UE

* Libéralisation du commerce des marchandises et des services
* Une approche particulière de certains sujets : le cas du commerce électronique
* La dimension extra-commerciale des ALE de l’Union : le cas des chapitres sur le développement durable

Troisième Partie : Gouverner le commerce international par l’unilatéralisme

**Chapitre 1** : Le recours traditionnel aux mesures unilatérales pour réguler les échanges (exemple européen)

Section 1 : Les mesures de mise en conformité avec les engagements internationaux (législations et mesures douanières)

Section 2 : Les mesures autorisées au titre des engagements internationaux

§1. Les mesures de défense commerciale

§2. Les préférences tarifaires (l’exemple du système de préférence de l’UE)

§3. La mise en œuvre des sanctions autorisées par l’ORD

**Chapitre 2** : L’émergence d’un néo-unilatéralisme dans le domaine du commerce international (exemple européen)

Section 1 : Définition du néo-unilatéralisme

Section 2 : Manifestation du néo-unilatéralisme

* La législation de filtrage des investissements étrangers
* La mise en place d’un mécanisme d’ajustement carbone aux frontières
* La régulation européenne des chaines de valeur (lutte contre la déforestation, interdiction de commercer des produits issus du travail forcé, projet de directive sur le devoir de vigilance)

Bibliographie

1° Sélection de documents officiels

1. Accords internationaux

[Accords de l’OMC et textes y annexés](https://www.wto.org/french/docs_f/legal_f/legal_f.htm)

[Accords de libre-échange des Etats-Unis d’Amérique](https://ustr.gov/trade-agreements/free-trade-agreements)

[Regional Comprehensive Partnership Agreement](https://rcepsec.org/legal-text/)

Accords de l’Union européenne :

* Accord de libre-échange entre l’Union européenne et ses États membres, d’une part, et la République de Corée, d’autre part, JO L 127, 14 mai 2011, pp. 6-1343
* Accord intérimaire établissant le cadre d’un Accord de partenariat économique entre les États d’Afrique orientale et australe, d’une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d’autre part, JO L 111, 24 avr. 2012, pp. 2-1172
* Accord établissant une association entre l’Union européenne et ses États membres, d’une part, et l’Amérique centrale, d’autre part, JO L 346, 15 déc.2012, pp. 3-2621
* Accord commercial entre l’Union européenne et ses États membres, d’une part, et la Colombie et le Pérou, d’autre part, JO L 354, 21 déc. 2012, pp. 5-2609
* Accord de stabilisation et d’association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d’une part, et la République de Serbie, d’autre part, JO L 278, 18 octobre 2013, pp. 14-471
* Accord établissant une association entre l’Union européenne et ses États membres, d’une part, et l’Ukraine, d’autre part, JO L 161, 29 mai 2014, pp. 3-2137
* Accord de partenariat économique d’étape entre le Ghana, d’une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d’autre part, JO L 287, 21 oct. 2016, pp. 3-319
* Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada, d’une part, et l’Union européenne et ses États membres, d’autre part, JO L 11, 14 janvier 2017, pp. 23-1079
* Accord entre l’Union européenne et le Japon pour un partenariat économique, JO L 330, 27 déc. 2018, pp. 3-899
* Accord de libre-échange entre l’Union européenne et la République de Singapour, JO L 294, 14 nov. 2019, pp. 3-755
* Accord de libre-échange entre l’Union européenne et la République socialiste du Viêt Nam, JOL 186, 12 juin 2020, pp. 3-1400
* Accord de commerce et de coopération entre l’Union européenne et la Communauté européenne de l’énergie atomique, d’une part, et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d’Irlande du Nord, d’autre part, JO L 149 du 30 avr. 2021, pp. 10-2539

1. Législations européennes pertinentes

* Règlement (UE) n ° 978/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 appliquant un schéma de préférences tarifaires généralisées et abrogeant le règlement (CE) n ° 732/2008 du Conseil, JO L 303 du 31.10.2012, p. 1–82
* Règlement (UE) 2015/1843 du Parlement européen et du Conseil du 6 octobre 2015 arrêtant des procédures de l’Union en matière de politique commerciale commune en vue d’assurer l’exercice par l’Union des droits qui lui sont conférés par les règles du commerce international, en particulier celles instituées sous l’égide de l’Organisation mondiale du commerce (OMC) (texte codifié) JO L 272, 16.10.2015, p. 1–13
* Règlement (UE) 2019/452 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2019 établissant un cadre pour le filtrage des investissements directs étrangers dans l'Union, JO L 79I, 21.3.2019, p. 1–14
* Règlement (UE) 2022/1031 du Parlement européen et du Conseil du 23 juin 2022 concernant l’accès des opérateurs économiques, des biens et des services des pays tiers aux marchés publics et aux concessions de l’Union et établissant des procédures visant à faciliter les négociations relatives à l’accès des opérateurs économiques, des biens et des services originaires de l’Union aux marchés publics et aux concessions des pays tiers (Instrument relatif aux marchés publics internationaux — IMPI), JO L 173 du 30.6.2022, p. 1–16

1. Propositions législatives de l’UE

* Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant un mécanisme d’ajustement carbone aux frontières, COM/2021/564 final, 14 juill. 2021
* Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à la mise à disposition sur le marché de l’Union ainsi qu’à l’exportation à partir de l’Union de certains produits de base et produits associés à la déforestation et à la dégradation des forêts, et abrogeant le règlement (UE) nº 995/2010, COM/2021/706 final, 17 nov. 2021
* Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à la protection de l’Union et de ses États membres contre la coercition économique exercée par des pays tiers, COM/2021/775 final, 8 déc. 2021
* Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à l’interdiction des produits issus du travail forcé sur le marché de l’Union, COM/2022/453 final, 14 sept. 2022

1. Textes non contraignants (rapport, communications…)

1° OMC

* Rapports annuels de l’OMC sur le commerce mondial, rapport annuel disponible sur le site de l’OMC à l’adresse : <https://www.wto.org/french/res_f/reser_f/wtr_f.htm>
* Profils tarifaires dans le monde, 6 juill. 2020, disponible à l’adresse : <https://www.wto.org/french/res_f/booksp_f/tariff_profiles20_f.pdf>

2° Union européenne

* Communication de la Commission, Une Europe compétitive dans une économie mondialisée, COM(2006) 567, 4 oct. 2006
* Communication de la Commission, Commerce, croissance et affaires mondiales – La politique commerciale au cœur de la stratégie Europe 2020, COM(2010)612 final, 9 nov. 2010
* Communication de la Commission, Le Commerce pour tous – Vers une politique du commerce et de l’investissement plus responsable, COM(2015)597 final, 14 oct. 2015
* Communication de la Commission, Une Politique commerciale équilibrée et novatrice pour maîtriser la mondialisation, COM(2017)492 final, 13 sept. 2017
* Communication conjointe de la Commission et de la haute représentante, Relations UE/Chine – Une Vision stratégique, JOIN(2019) 5 final, 12 mars 2019
* Communication de la Commission, Le Pacte vert pour l’Europe, COM/2019/640 final, 11 déc. 2019
* Communication de la Commission, Une Politique commerciale ouverte, durable et ferme, COM(2021)66, 18 fév. 2021
* Rapport sur la mise en œuvre des accords commerciaux de l’UE (2020), COM(2021) 654 final, COM/2022/730 final, 11 oct. 2022

2° Doctrine

1. L. Abdelmalki, R. Sandretto, Le commerce international – Analyses, institutions et politiques des États, De Boeck / LMD / Éco, 2021
2. T. Allee, M. Elsig, A. Lugg, “The Ties between the World Trade Organization and Preferential Trade Agreements: A Textual Analysis”, *Journal of International Economic Law*, Volume 20, Issue 2, 1 June 2017, Pages 333–363
3. A. Antimiani, L. Salvatici, “Regionalism versus Multilateralism: The Case of the European Union Trade Policy”, Journal of World Trade, vol. 49, n° 2, 2015, pp. 253-275
4. O. BLIN, « Union européenne et Organisation mondiale du commerce (Aspects institutionnels) », juris-classeur Europe, éd. Lexis Nexis fascicule 2260
5. O. BLIN, « Union européenne et Organisation mondiale du commerce (Aspects matériels) », Juris-classeurs Europe, éd. Lexis Nexis, fascicule 2261,
6. O. BLIN, « Les sanctions dans l’Organisation mondiale du commerce », Journal du droit international, n°2, 2008, p.442-466.
7. H.J. BOURGEOIS (dir.), « The Uruguay Results, a European Lawyers Perspectives », éd. European Interuniversity Press, Bruges, 1995.

* R. Bismuth, A. Hamman, D. CARREAU, P. JUILLARD, « Droit international économique », Précis *Dalloz,* 6ème éd., 2017.
* A. Bradford, The Brussels Effect, How the European Union Rules the World, Oxford University Press, 2020
* M. Burri (dir.), Big Data and Global Trade Law, Cambridge University Press, 2021
* D. CARREAU, P. JUILLARD, « Négociations commerciales internationales », Rép. Internat. Dalloz, 2011.
* D. CARREAU, « Système commercial multilatéral (volet institutionnel) », Rép. Intern. Da lloz , 2011.
* D. CARREAU, « Commerce international multilatéral (droit matériel commun) », Rép. Intern. Dalloz, 2012.
* D. CARREAU, L. DUBIN, « Services », Rép. Intern. Dalloz, 2013.
* Ch–E COTE, « La participation des personnes privées au règlement des différends internationaux économiques : l’élargissement du droit de porter plainte à l’OMC », éd. Bruylant, 2007.

1. F. Couveinhes Matsumoto, « L’épopée de la Wallonie et la signature de l’AECG/CETA », *RGDIP*, 2017, n° 1, pp. 69-85
2. F. Couveinhes Matsumoto, « L’accord commercial entre l’UE et ses Etats membres d’une part, et la Colombie et le Pérou, d’autre part : un révélateur de deux maladies du droit international actuel », *RGDIP*, 2016, n° 2, 293-332
3. Ph. Delebecque, J.-M. Jacquet & L. Usunier, Droit du commerce international, Précis Dalloz, 2021
4. L. Dubin, « Accord commerciaux préférentiels », Rép. Dalloz Droit international, 2017
5. D. GADBIN, A. HERVE, « Le Règlement sur les obstacles au commerce (ROC) », Jurisclasseur Europe, fascicule n°2330, 2012.
6. H. Gao & G. Shaffer, “A New Chinese Economic Law Order?”, Legal Studies Research Paper Series, No. 2019-21
7. TH. GARCIA, V. TOMKIEWICZ, « L’organisation mondiale du commerce et les sujets de droit », éd. Bruylant, Bruxelles, 2011.
8. TH. GARCIA, V. TOMKIEWICZ, D. PAVOT, “Les sources et les normes dans le droit de l’OMC”, éd. A. Pedone, Paris, 2012.
9. H. GHERARI, « OMC et accords commerciaux régionaux, le bilatéralisme conquérant ou le nouveau visage du commerce international », RGDIP, n°2, 2008, p. 255-293.
10. H. GHERARI, « Les accords commerciaux préférentiels », éd. Larcier , Bruxelles, 2013.
11. H. GHERARI, « L’OMC à bout de souffle ? », R.G.D.I.P., 2012, pp. 111-134
12. H. Ghérari, Le Droit international des échanges, Bruylant / Droit international, 2017
13. V. GUIEVREMONT, « Valeurs non marchandes et droit de l’OMC », éd. Bruylant, Bruxelles, 2013.
14. A. HERVE, « L’Union européenne et la juridictionnalisation du système de règlement des différends de l’OMC », éd. Bruylant, Bruxelles,
15. A. HERVE, « L’Union européenne comme acteur émergent du droit des investissements étrangers », *Cahiers de droit européen*, 2015, n°1, pp. 177 et suiv.
16. A. HERVE, « Protectionnisme et politique commerciale de l’Union européenne » in Protectionnisme et droit de l’Union européenne (dir. S. Barbou des Places), Cahier de l’IREDIES, Paris 1, 2014
17. A. HERVE,« Practices in Sustainable Energy Goods and Services » (en collaboration avec D. LUFF) in G. C. HUFBAUER, R. MELÉNDEZ-ORTIZ, R. SAMANS *The Law and Economics of a Sustainable Energy Trade Agreement*, 2016, Cambridge University Press, pp. 196-241.
18. A. HERVE, « L’Avis 2/15 de la Cour de justice - Et maintenant, que faire du partage des compétences entre l’Union et ses États ? », Cahiers de droit européen, 2017, n°, pp. 693-736014, pp. 39-65.
19. A. HERVE, « Système de préférences généralisées (SPG) », Jurisclasseur Europe, fascicule n°2350, 2017.
20. A. HERVE, « L’influence des acteurs privés sur les décisions de politique commerciale de l’Union européenne », in Acte du colloque, Les méthodes de l’Union européenne, B. Bertrand et L. Clément Wiltz, à paraître (figure en annexe).
21. A. HERVE, « L’impact des accords commerciaux sur la libéralisation des services de santé », in Guillaume Le Floch et Thibaut Fleury Graff (dir.), Santé et droit international, SFDI. Colloque de Rennes, Pédone, p. 457, 2019.
22. A. HERVE, « Les outils conventionnels de construction et de déconstruction des espaces économiques », in Actes du colloque Le droit international : entre espaces et territoires, IDETCOM, Toulouse, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, Lextenso/LGDJ, 2020, pp. 93-108.
23. A. HERVE, « L’Union européenne et son modèle de régulation des relations commerciales internationales », Fondation R. Schuman, n° 554, <https://www.robert-schuman.eu/fr/questions-d-europe/0554-l-union-europeenne-et-son-modele-de-regulation-des-relations-commerciales-internationales>
24. « Accord de libre-échange et (extra)territorialité du droit de l’Union », in E. Dubout, F. Martucci et F. Picod, *L’Extraterritorialité en droit de l’Union européenne*, Larcier, coll. Droit européen, 2021, 25 p.
25. A. HERVE, « La politique commerciale européenne à l’heure de la Covid-19 : adaptation ou changement de paradigme ? », Fondation Robert Schuman, Policy Paper n° 581, 18 janvier 2021
26. A. HERVE, « L’influence des acteurs privés sur les décisions de politique commerciale de l’Union européenne », in Acte du colloque, Méthodes et stratégies dans l’Union européenne, B. Bertrand et L. Clément Wiltz, PUR, coll. Droit européen, 2021, 16 p.
27. A. HERVE, « Accord de partenariat régional économique global (RCEP) » in Chronique des faits internationaux (dir. T. Fleury-Graff, RGDIP, 2021/1, pp. 50-53.
28. A. HERVE, “[Data Protection and Artificial Intelligence: the European Union’s Internal Approach and its possible Promotion through Trade Agreements](https://www.cambridge.org/core/books/artificial-intelligence-and-international-economic-law/data-protection-and-artificial-intelligence/B98076D59C2B75892D58CC11518E2217)” in Artificial Intelligence and International Economic Law Shin-Yi Peng, Ching-Fu Lin, Th. Streinz (dir.), Cambridge University Press, été 2021, 19 p.
29. Alan Hervé, « Accord de libre-échange de l’Union européenne », Fascicule jurisclasseur Europe n° 2360, sept. 2022
30. A. HERVE, notules parues dans la chronique semestrielle de la RTDE, « Action extérieure de l’Union européenne »

* « L’instrument relatif aux marchés publics internationaux, illustration du néo-unilatéralisme européen au nom de la loyauté des échanges, RTDeur., n° 2022, p. 535 »
* « Les entreprises européennes entre le marteau et l’enclume. Première application contentieuse du règlement de blocage devant la CJUE, RTDeur., n° 3, 2022, p. 537 »
* « L’accord de commerce et de coopération entre l'Union européenne et le Royaume-Uni : les singularités d'un accord externe inédit » (chronique collective, développements sur le commerce et les procédures de règlement des différends), *RTDeur*. n° 3, 2021, 26 p.
* « La politique internationale s’invite à la table et gâche le menu des relations commerciales sino-européennes », *RTDeur*. n° 3, 2021, 3 p.
* « Évolution ou révolution ? Quand la Commission européenne repense la politique commerciale face aux bouleversements du monde », *RTDeur*. n° 3, 2021, 5 p.
* « Mieux vaut de bons procès que de mauvais arrangements, ou comment l’UE promeut la juridictionnalisation des différends de commerce et d’investissement internationaux », *RTDeur*. n° 3, 2020, p. 712
* « Que nous enseignent les premières mesures de politique commerciale liées à la crise du coronavirus ? », *RTDeur*. n° 3, 2020, p. 709
* « Mise en place d’un mécanisme de filtrage des investissements : quand l’Union européenne montre ses dents...de lait », *RTD eur.*, 2019, pp. 749-751
* « L’Union confrontée à la législation extraterritoriale américaine. Une réponse symbolique mais toujours aussi peu efficace », *RTD eur.*, 2019, pp. 143-145
* « Signature de nouveaux accords commerciaux avec Singapour et le Japon : l’Union européenne poursuit sa politique conventionnelle du libre-échange en dépit des contraintes institutionnelles », *RTDeur.*, 2019, p. 141-142
* « L’Union européenne au chevet de l’Organisation mondiale du commerce (OMC) », RTDeur., 2019, p. 129-131
* L’Union contre-attaque - première analyse des contre-mesures européennes aux mesures tarifaires américaines sur l’acier et l’aluminium, RTD eur., 2018, pp. 653-657
* Coup de tonnerre sur le droit des investissements étrangers, en attendant le séisme ? RTD eur., 2017, n° 1
* « L’accord économique et commercial global (AECG/CETA) entre l’Union européenne et le Canada – Tentative de rénovation de la modélisation conventionnelle du libre-échange à l’issue incertaine », *RTD eur.*, 2017, n° 1.
* **«**Les résistances des États membres développement des relations conventionnelles de l’Union européenne : quels enseignements tirer de la conclusion de l’accord de libre-échange UE/Canada et de l’accord d’association UE/Ukraine ? », *RTD eur.*, 2017, n° 1.
* « L’appel au juge : l’Union européenne souhaite juridictionnaliser le contentieux de l’investissement », *RTD eur., 2016, n° 3, pp. 631-633*.
* « La Commission affiche les nouvelles orientations de sa politique commerciale dans la communication « Le commerce pour tous - Vers une politique de commerce et d’investissement plus responsable (COM(2015) 497 final, 14 oct. 2015) », », *RTD eur.,* 2016, n° 1, pp. 137-140*.*
* « Refus d’invocabilité d’une disposition de la convention d’Aarhus. La Cour s’oppose, dans une telle hypothèse, à l’application des exceptions *Fédiol* et *Nakajima* (CJUE, gr. ch., 13 janvier 2015, aff. jtes C-401/12 P à C-403/12 P, *Conseil de l’Union européenne e.a. c/ Vereniging Milieudefensie* et *Stichting Stop Luchtverontreiniging Utrecht***)** », *RTD eur.*, 2015, n° 3, pp. 615-617.
* L’Union se dote d’un cadre juridique spécifique aux sanctions commerciales (Règl. (UE) n° 654/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 concernant l’exercice des droits de l’Union pour l’application et le respect des règles du commerce international et modifiant le règlement (CE) n° 3286/94 du Conseil arrêtant les procédures communautaires en matière de politique commerciale commune en vue d’assurer l’exercice par la Communauté des droits qui lui sont conférés par les règles du commerce international, en particulier celles instituées sous l’égide de l’OMC, JOUE L 189/50 du 27 juin 2014), *RTD eur.*, 2014, n° 3, pp. 762-765.
* « Activités de l’Union européenne au sein de l’Organisation mondiale du commerce - Conférence ministérielle de Bali et activités de l’Union dans le cadre du règlement des différends de l’OMC », *RTD eur.*, 2014, n° 1, pp. 197-200.
* « Politique commerciale de l’Union : confirmation et amplification de la stratégie du « bilatéralisme libre-échangiste », (Document de la Commission Le Commerce : source essentielle de croissance et d’emploi pour l’UE : Contribution de la Commission au Conseil européen des 7 et 8 févr. 2013, janv. 2013 et Conclusions du Conseil européen, Bruxelles, 7-8 févr. 2012, D/13/1, ) », *RTD eur.*, 2013, n°3, pp. 602-605.
* « Adoption du nouveau règlement SPG (Règl. (UE) n° 978/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 oct. 2012 appliquant un schéma de préférences tarifaires généralisées (SPG) et abrogeant règl. (CE) n° 732/2008 du Conseil, JOUE L 303, p. 1) », *RTD eur.*, 2013, n°1, pp. 140-142.
* « Dispositif transitoire pour les accords bilatéraux d’investissement des États membres (Règl. (UE) n° 1219/2012 du Parlement européen et du Conseil du 12 déc. 2012 établissant des dispositions transitoires pour les accords bilatéraux d’investissement conclus entre des États membres et des pays tiers, JOUE L 351, p. 40) », *RTD eur.*, 2013, n°1, pp. 144-147.
* « Le conseiller-auditeur, rattaché organiquement et statutairement à la Commission, jouera un rôle de facilitateur des rapports entre les services de la Commission et les personnes intéressées par les procédures de la politique commerciale, notamment pour l’accès aux documents confidentiels (Décis. du président de la Commission européenne du 29 févr. 2012 relative à la fonction et au mandat du conseiller-auditeur dans le cadre de certaines procédures commerciales, JOUE L 107, p. 5) », *RTD eur.*, 2012, pp. 725-727.

1. J.H. JACKSON, « Observations sur les résultats du cycle d’Uruguay ", R.G.D.I.P., 1994, n° 3-4, p. 675-688.
2. S. Lacey, “The Lack Of Consensus on New Trade Rules to Govern the Digital Economy”, *Journal of World Trade*, 54, n° 2 (2020) pp. 199-218
3. Ph. Musquar, Politique commerciale de l’Union européenne, Larcier, 2020
4. J. Pauwelyn, “Export Restrictions in Times of Pandemic: Options and Limits under International Trade Agreements” (30 avr. 2020). Disponible à l’adresse <https://ssrn.com/abstract=3579965>.
5. J. PAUWELYN, “Carbon Leakage Measures and Border Tax Adjustments Under WTO Law” (March 21, 2012). Disponible à l’adresse : https://ssrn.com/abstract=2026879 or <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.2026879>
6. M. Pinchis-Paulsen, “Trade Multilateralism and National Security: Antinomies in the History of the International Trade Organization”, disponible à l’adresse : <https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=3353426>
7. C. Rapoport (dir.), *L’Accord économique et commercial global*, numéro spécial de la Revue des affaires européennes (RAE), 2017/2
8. B. REMICHE, H. RUIZ–FABRI (dir.), « Le commerce international entre bi- et multilatéralisme », éd. Larcier, Bruxelles, 2010.
9. H. RUIZ FABRI, « Le juge de l’OMC : ombres et lumières d’une figure judiciaire singulière », R. G. D. I. P., n° 1, 2006.
10. H. RUIZ FABRI, P. Monnier, Chronique du contentieux OMC, Journal du droit international, depuis 1996.
11. H. Ruiz-Fabri & E. Stoppioni, « OMC : Commerce international des marchandises », Jurisclasseur, Fascicule 130-20, 2018
12. P. MONNIER, H. RUIZ FABRI, « OMC, droit institutionnel », fasc. 130-10, n°5, , et « OMC, Règlement des différends », Jurisclasseur fasc. 130-15,
13. G. Shaffer, [Retooling Trade Agreements for Social Inclusion](https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=3217392), Legal Studies Research Paper Series n° 2018-54
14. P. VAN DEN BOSSHE et G. MARCEAU, « Le système de règlement des différends de l’OMC », *Revue du Marché Unique Européen,* 1998, pp 29-69.
15. PH. VINCENT, « Institutions économiques internationales », éd. Larcier, Bruxelles, 2013.
16. PH. VINCENT, « L’OMC et les pays en développement », éd. Larcier, Bruxelles 2010.
17. Jean Monnet Symposium, « Fundamental principles as inspiration and as source of law in the systems of the European Union and the WTO », European Commission, Bruxelles, 21/22 octobre 1999.
18. G. SACERDOTI, “Structure et fonction du système de règlement des différends de l’OMC: les enseignements des dix premières années”, R.G.D.I.P., n°4, 2006.
19. M.M. SALAH, « L’irruption des droits de l’homme dans l’ordre économique international : mythe ou réalité ? », LGDJ, 2012.
20. F. SCHMIED, « Les effets des accords de l’OMC dans l’ordre juridique de l’UE et de ses Etats membres », Fondation Varenne, Paris, 2012.
21. B. Wilfert, « Coronavirus : La mondialisation n’est pas la cause mais le remède », Policy Paper, Fondation R. Schuman, Question d’Europe n° 556 , 27/04/2020, disponible à l’adresse : https://www.robert-schuman.eu/fr/questions-d-europe/0556-coronavirus-la-mondialisation-n-est-pas-la-cause-mais-le-remede
22. S.F.D.I. (Colloque de Nice) : « La réorganisation mondiale des échanges », Pédone, 1995.